



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 30/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FENIIX**

Chemin de Romont  
88700 Rambervillers

Références : S-25-1457RP  
Code AIOT : 0006202392

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement FENIIX implanté 9001 ROUTE DE ROMONT 88700 RAMBERVILLERS. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait en particulier suite à l'autorisation de création d'une aire de transit de balles de déchets par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 335-2025-DREAL du 07 avril 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FENIIX
- 9001 ROUTE DE ROMONT 88700 RAMBERVILLERS
- Code AIOT : 0006202392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT contrôlée est une installation de traitement de thermique de déchets non dangereux.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	prélèvements d'eaux	Arrêté Préfectoral du 06/01/2000, article 71.2.	Sans objet
2	Plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/01/2000, article 71.3.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Vérification des Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2000, article 9.3.1.	Sans objet
4	zone de stockage de balles extérieure	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 3	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
6	Démantèlement	Arrêté Préfectoral du 06/01/2000, article 18	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection l'ensemble des éléments contrôlés lors de la visite d'inspection.

La zone de stockage de balles objet de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 335-2025-DREAL du 07 avril 2025, n'est pas encore réalisée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : prélèvements d'eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2000, article 7.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Relevé des prélèvements d'eau. Les installations de prélèvements sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
<b>Constats :</b> L'installation compte deux sources d'arrivée d'eau, chacune dispose d'un dispositif de mesure totalisateur. <ul style="list-style-type: none"> <li>En moyenne 35 000 m3 annuels sont prélevés dans le ruisseau "Mortagne" pour la production d'eau de chaudière qui est déminéralisée au préalable. L'eau résiduelle est réutilisée.</li> <li>L'eau sanitaire provient de la distribution publique de la Ville pour le bâtiment administratif. 3500 m3 d'eau sanitaire sont consommés annuellement.</li> </ul> Le comptage se fait tous les jours en supervision et une fois par mois en manuel/visuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Plan des réseaux d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2000, article 7.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Ils sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan du réseau et d'un plan des égouts. Ces plans sont régulièrement mis à jour, et après chaque modification notable.</p> <p>Il seront notamment mis à jour lorsque la plateforme de stockage de balles sera réalisée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Vérification des Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2000, article 9.3.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque électrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.</p> <p>.../...</p> <p>Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.</p> <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui doit très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute défectuosité constatée dans les meilleurs délais.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose des contrôles Q 18 et Q 19. Ceux-ci sont réalisés une fois par an.</p> <p>Le dernier rapport de contrôle Q18 a été réalisé par le bureau de contrôle APAVE le 17/12/2024. Celui-ci ne révèle aucune anomalie.</p> <p>Le dernier contrôle Q 19 a été réalisé par l'APAVE le 05/12/2024. Il révèle deux anomalies qui ont été traitées depuis.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : zone de stockage de balles extérieure

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est autorisé à mettre en place une presse à balles mobile engendrant l'aménagement d'une zone à l'entrée du site de FENIIX pour le stockage de balles d'OMr adaptées, résistantes aux UV et aux intempéries. Cette zone permet le stockage de 3 960 m3 s'OMr sur une surface de 1 100 m².</p>
<p><b>Constats :</b></p>

La plateforme de stockage de balles n'est pas réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait vérifier tous les deux ans les installations de protection contre la foudre.</p> <p>Cette vérification est effectuée, au besoin, après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mise en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.</p> <p>Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre est installé sur les installations.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection la dernière étude réalisée concernant la foudre.</p> <p>Il indique qu'il existe 3 para-tonnères sur le site.</p> <p>Un rapport de vérification des installations a été réalisé le 05/05/2025 par le bureau de contrôle APAVE. La réalisation des vérifications est conforme aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102. Il n'a fait l'objet d'aucune observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Démantèlement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/01/2000, article 18
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Démantèlement

**Prescription contrôlée :**

En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant préviendra l'inspecteur des installations classées, lui précisera, le cas échéant la destination finale des PCB ou PCT et des substances souillées. L'exploitant demandera et archivera les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération, dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet.

La mise en décharge ou le brûlage simple sont notamment interdits.

Tout matériel imprégné de PCB ou PCT ne peut être destiné au ferrailage qu'après avoir été décontaminé par un procédé permettant d'obtenir une décontamination durable à moins de 100 ppm en masse de l'objet.

De même, la réutilisation d'un matériel usagé aux PCB pour qu'il ne soit plus considéré au PCB (par changement diélectrique par exemple) ne peut être effectuée qu'après une décontamination durable à moins de 10 ppm en masse de l'objet.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant nous informe de l'intention de démanteler 3 tours/cheminées.

Il devra transmettre au préalable à l'inspection un document de porter à connaissance décrivant les conditions de ce démantèlement ainsi que les actions qui, seront entreprises afin de respecter l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 06/01/2000.

**Type de suites proposées :** Sans suite